

L'ajournement

Au fait, le gouvernement a-t-il l'intention de réduire ou de supprimer les études de marché, comme on le rapporte dans la presse, à un moment où l'Association canadienne des exportations a clairement fait part de son mécontentement en ce qui concerne tant la qualité que la distribution des renseignements relatifs au marché? Si le gouvernement n'a pas l'intention de continuer de négocier les ententes commerciales, en laissant plutôt le soin au secteur privé, est-ce qu'il entend par là toutes les négociations commerciales ou seulement quelques-unes? S'il s'agit de quelques-unes seulement, quelles sont-elles? Tout retrait en ce moment nous paraîtrait particulièrement paradoxal, surtout quand le gouvernement lui-même prédit un déficit commercial monstre.

Compte tenu de tout cela, comment le gouvernement entend-il assurer aux exportateurs canadiens des services équivalents à ceux offerts à nos concurrents? Permettez-moi de vous citer en exemple deux secteurs d'intérêt. Au chapitre du financement des exportations, les exportateurs canadiens sont désavantagés sur le plan de la concurrence par rapport à l'Europe et aux États-Unis.

L'Orateur suppléant (M. McCain): A l'ordre, s'il vous plaît. Je regrette d'avoir à rappeler au député que son temps est écoulé.

L'hon. Elmer M. MacKay (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, le député d'Etobicoke-Nord (M. MacLaren) a soulevé d'importantes questions et j'ai le plaisir ce soir de lui répondre au nom de mon collègue le ministre d'État chargé du Commerce international.

Le ministère de l'Industrie et du Commerce applique divers programmes d'aide à l'exportation et services de commercialisation qui ont donné de bons résultats et qui ont reçu l'appui des exportateurs.

Le Service des délégués commerciaux existe depuis plus de 80 ans et passe pour un des meilleurs organismes mondiaux d'encouragement du commerce à l'étranger. Cet organisme est, le principal point de contact pour la préparation des études de marché, donc le député a parlé, et la collecte de renseignements sur les possibilités commerciales à l'étranger. Les efforts des délégués sont appuyés à Ottawa par plusieurs spécialistes des secteurs et des régions qui fournissent des connaissances sur le plan de la commercialisation, ainsi que des conseils et directives en matière de négociation commerciale.

Au nom des programmes de commercialisation directe appliqués par le ministère figure le Programme de développement des marchés d'exportation, dont l'utilisation s'accroît continuellement. L'an dernier, par exemple, le nombre de demandes d'aide dans le cadre du Programme a augmenté de 60 p. 100.

J'aimerais également souligner l'initiative du gouvernement actuel, connue sous le nom d'Export Canada 79. Ce programme de 1,6 million de dollars a pour but d'aider les petites et moyennes entreprises de fabrication et de transformation, dont bon nombre commencent seulement à exporter.

En ce qui a trait aux missions et foires commerciales à l'étranger, je vous signale qu'en 1979-1980, nous consacrerons plus de 7 millions au Programme des projets de promotion, une augmentation par rapport à 1978-1979 où le montant a été de 5 millions.

[M. MacLaren.]

L'initiative du gouvernement actuel qui a créé, à l'intérieur du cabinet, le poste de ministre d'État au Commerce international souligne bien l'importance de la promotion du commerce à l'étranger. Pour la première fois, un ministre peut consacrer tout son temps à la cause du commerce international. Le monde des affaires et les exportateurs en particulier ont applaudi à cette nomination.

Bien que bon nombre des programmes mentionnés existent depuis plusieurs années, nous procédons actuellement, sous la conduite du ministère de l'Industrie et du Commerce, à une révision de ces programmes afin de les rendre plus rationnels, plus rentables et plus accessibles aux entreprises canadiennes.

Cette révision comprendra l'étude du rapport final d'un groupe consultatif du secteur privé, qui étudie actuellement la promotion des exportations. Ce groupe consultatif essaie de déterminer comment le gouvernement peut appuyer le plus efficacement possible les efforts du secteur privé, qui désire vendre ses biens et services à l'étranger.

Le gouvernement ne se contentera pas de maintenir le statu quo; il accroîtra plutôt ces programmes pour garantir le plus de succès possible aux efforts des exportateurs canadiens.

● (2220)

LA SITUATION ÉCONOMIQUE—LA PLATE-FORME ÉLECTORALE
DU PARTI PROGRESSISTE-CONSERVATEUR

M. John Evans (Ottawa-Centre): Monsieur l'Orateur, j'ai posé des questions, le 30 octobre et le 2 novembre derniers, pour tenter, en mon nom personnel et au nom de mes collègues, de découvrir le bien-fondé de la réponse que le gouvernement se plaît à donner à chaque question que pose l'opposition au sujet de l'économie. Le gouvernement actuel ne cesse de répéter qu'il ne peut prendre aucune mesure ni tenir ses promesses électorales à cause du marasme économique que lui a légué le gouvernement antérieur.

J'ai tenté de démontrer, par ma question, que le gouvernement connaissait parfaitement bien la situation économique et qu'il a néanmoins fait à la population des promesses qu'il ne pouvait tenir après les élections. Il savait parfaitement bien qu'il ne pouvait tenir ces promesses sans plonger le pays dans une crise économique.

Quelle réponse le gouvernement m'a-t-il donnée? La même réponse que celle qu'il n'avait cessé de répéter au cours des quatre semaines précédentes. Il a déclaré qu'il ne pouvait prendre aucune mesure à cause de facteurs cachés qu'il n'a découverts qu'après avoir accédé au pouvoir. A une autre occasion, nous avons demandé à quel chapitre ces facteurs se trouvaient. Celui de l'inflation? Celui du rythme de croissance économique? Allait-on les retrouver au déficit du compte courant, dans l'investissement ou dans l'épargne? Où trouverait-on ces facteurs inconnus? Jusqu'à présent, nous n'avons même pas reçu de demi-réponse à aucune de ces questions sur l'économie.

Monsieur l'Orateur, les réponses que nous avons obtenues à la Chambre à nos questions qui ont porté sur des problèmes économiques, ne sont que pures balivernes. Contrairement à l'impression qu'on a voulu donner, le gouvernement n'a pas encore élaboré de politique économique concrète. Le gouvernement a perdu son temps dans l'opposition, alors qu'il aurait dû